

Le carrefour

Mesamarat al-Gayb, 30 septembre 1945

On pourrait dire que les puissances victorieuses, et les États libérés, se tiennent désormais à un véritable carrefour : ils pourraient s'avancer vers un monde véritablement nouveau ; ou s'avancer vers leur propre monde ancien, depuis longtemps figé dans sa propre vétusté ; ou bien s'avancer, plutôt, vers quelque monde hésitant et contrefait, ni véritablement ancien, ni véritablement nouveau, mais suscitant, quoi qu'il en soit, une réelle anxiété et une réelle crainte.

Cette même question, cependant, n'est en rien aussi simple ou aisée que pourraient l'imaginer ceux qui observent l'évolution du monde depuis la guerre — cette évolution est véritablement, profondément complexe, liée en partie aux peuples, en partie aux gouvernements, et en partie, aussi, à ces mêmes relations qui unissent les États entre eux, sur lesquelles repose la coopération entre les nations elle-même. Efforçons-nous donc de clarifier quelque peu ce sujet — il conviendrait au lecteur égyptien, il conviendrait même à l'homme de la rue, comme on dit, d'acquérir une réelle intelligence de l'état général de la vie humaine, maintenant que les époques d'isolement et de repli ont passé, et que le repli de tout peuple sur lui-même est devenu la voie claire et établie vers la stagnation et le déclin véritables à la fois. Quant aux peuples de l'Europe occidentale, il ne fait aucun doute que leur propre avancement en civilisation, leur propre part considérable de culture, et leur propre capacité à réfléchir sur une politique complexe, et à la juger, rien de tout cela ne les empêcha d'être véritablement dupés par les promesses que firent les hommes d'État alliés tout au long de la guerre — exactement comme d'autres peuples, au Proche comme à l'Extrême-Orient, furent également dupés par ces mêmes promesses. Les peuples d'Europe, avant cette dernière guerre, s'étaient déjà lassés de la démocratie modérée, inclinant plutôt vers une démocratie penchant à gauche, vers le socialisme, vers le communisme. Pourtant, la démocratie modérée — excessive dans son propre conservatisme, ou retenue dans ce même conservatisme — comptait encore de puissants soutiens, détenait encore une réelle influence, et une réelle lutte faisait rage, à ce sujet même, entre droite et gauche. La plupart des peuples détestaient l'extrême droite, exactement comme ils craignaient l'extrême gauche — détestant les conservateurs les plus acharnés, craignant les communistes, et trouvant un réel réconfort dans une démocratie qui laissait le capital

intact, ou ne le touchait que fort délicatement.

Lorsque la guerre éclata, et que les peuples se virent promettre la liberté complète, et que les gouvernements flattèrent les sentiments de toutes les classes indifféremment, pour s'assurer de la solidarité nationale face à l'ennemi, les peuples crurent ce qu'on leur disait, et sacrifièrent leurs propres vies, leurs propres biens, leurs propres moyens de subsistance, pour ces mêmes idéaux supérieurs. Les circonstances de la guerre exigèrent alors que les gouvernements prennent le contrôle de l'économie nationale, et gèrent délibérément la richesse nationale — sinon d'une gestion franchement communiste, du moins d'une gestion véritablement et profondément socialiste : l'État supervisait tout, intervenait en tout, soumettait le capital à une épreuve véritablement rude, et réalisait une réelle égalité entre les citoyens dans l'accès aux nécessités de la vie, le renoncement à ses propres superfluités, et l'abandon presque total de l'extravagance. Les peuples goûtèrent cette même vie socialiste, la trouvant véritablement contraignante d'abord, s'y sentant véritablement à l'aise ensuite, et la préférant, en fin de compte, à cette vieille vie familière autrefois fondée sur l'inégalité entre les classes. Puis la Russie soviétique entra en guerre, et les hésitants s'enhardirent, les sceptiques gagnèrent confiance, les indécis s'avancèrent, et les peuples devinrent véritablement certains que la victoire des Alliés serait une victoire pour la liberté, la fraternité, et l'égalité à la fois. La guerre avait à peine déposé son propre fardeau en Europe que les peuples se pressèrent pour atteindre leurs propres désirs, et réaliser leurs propres espoirs, se pressant avec une force qui ne connaissait nulle douceur. La Grande-Bretagne se montra la plus rapide en cet élan : le peuple britannique refusa de conserver la coalition entre les partis qui avaient dirigé les affaires de la guerre ; le peuple britannique refusa ensuite d'accorder sa propre confiance aux conservateurs, contraignant son propre grand dirigeant, M. Churchill, à céder le pouvoir à son propre rival socialiste, M. Attlee. Tout le monde avait imaginé que M. Churchill demeurerait Premier ministre au moment de la capitulation finale du Japon — mais le peuple britannique se hâta de revendiquer ses propres droits démocratiques, écartant les conservateurs du pouvoir, du moins pour un temps.

La France, elle non plus, ne fut nullement lente à se hâter de revendiquer ces mêmes droits : des élections municipales furent tenues il y a quelques mois, où la gauche remporta une victoire nette ; des élections cantonales furent tenues il y a quelques jours à peine, où la

gauche remporta de nouveau une victoire nette ; et les élections pour l'Assemblée constituante se tiendront dans quelques semaines seulement, sans nul doute que la gauche les remportera également.

Le problème belge est déjà bien connu des lecteurs — une querelle, en son fond, entre conservateurs et socialistes, mais jamais confinée aux seules affaires de gouvernement, touchant aussi la propre personne du roi, et peut-être toute la famille royale avec lui.

En Italie aussi, les choses penchent vers la gauche ; le propre destin du roi est déjà réglé, et le destin de la famille royale elle-même demeure véritablement incertain. Ni les hommes n'ont encore oublié la tragédie grecque, ni le problème yougoslave, ni l'attente des deux rois d'un référendum populaire, dans l'un et l'autre pays. Si nous laissons cette partie de l'Europe pour l'autre partie, sous contrôle russe — en Pologne, en Hongrie et dans les Balkans — nous constaterons que les peuples inclinent vers la direction russe, sans nul doute, tandis que les capitaux inclinent vers l'Europe occidentale, sans nul doute non plus. Il est certain que, si les peuples étaient véritablement et correctement consultés, ils voteraient pour le système communiste russe. Les peuples européens n'hésitent pas non plus, de même, à choisir exactement la voie qu'ils souhaitent suivre — ils veulent un monde véritablement nouveau, reposant ni sur la réaction tyrannique, ni sur la dictature oppressive, ni même sur la démocratie modérée. Même le plus modéré, le plus mesuré de ces peuples — le peuple britannique — a déjà déclaré vouloir le socialisme, le préférant non seulement à la démocratie conservatrice, mais aussi à la démocratie libérale.

Les peuples savent exactement ce qu'ils veulent, et veulent obtenir exactement ce qu'ils veulent. Mais les peuples sont une chose, et les gouvernements en sont une autre, même dans les pays les plus profondément attachés au socialisme et à la démocratie — et c'est précisément là que réside le danger véritablement effrayant.

La propre nature des peuples demeure, en elle-même, véritablement saine et droite, détestant toute tortuosité et toute distorsion — tandis que la propre nature des gouvernements demeure, en elle-même, véritablement tortueuse et déformée, ne craignant rien tant que la santé et la droiture véritables. Le gouvernement britannique, par exemple, est socialiste, sans nul doute — mais socialiste à l'égard du peuple britannique ; à l'égard des autres peuples, en revanche, il demeure aussi conservateur que le fut jamais le gouvernement de M. Churchill. Le

gouvernement russe est communiste, sans nul doute — mais communiste à l'égard du peuple russe ; à l'égard des autres peuples, en revanche, il demeure aussi conservateur que le fut jamais le gouvernement tsariste. Le gouvernement de la Quatrième République française se révélera socialiste, sans nul doute, à l'égard du peuple français — mais, à l'égard des autres peuples, se révélera aussi conservateur que le fut jamais le gouvernement de Raymond Poincaré.

Cette même contradiction, entre l'orientation des gouvernements et celle des peuples, produit un trouble véritablement grave dans le cœur des nations européennes — elles veulent une chose, et voient tout autre chose de la part de leur propre gouvernement, recevant, de ces mêmes gouvernements, des leçons véritablement dangereuses d'hypocrisie politique, corrompant à la fois la morale et le goût. Elles veulent une véritable fraternité humaine, et voient leurs propres gouvernements ne jamais dépasser la simple fraternité nationale ; elles veulent l'égalité entre individus et entre peuples, et voient leurs propres gouvernements véritablement hostiles à l'égalité entre les peuples — prises, alors, dans un réel trouble entre ce qu'elles veulent et ce qu'elles voient, déchirées entre ce que leur propre nature saine et droite aime véritablement, et ce qu'exigent véritablement leurs propres intérêts immédiats.

Les peuples se trouvent pris aussi dans une véritable confusion entre la justice, l'égalité et la liberté promises jadis par la Charte de l'Atlantique, et le colonialisme qui satisfait véritablement les intérêts, et réalise véritablement les ambitions. Et cette même contradiction, entre l'orientation des gouvernements et celle des peuples, ne s'arrête pas là — elle s'étend naturellement, aussi, à cette même confusion que nous observons aujourd'hui à Londres. Tant que la réalisation des intérêts et des ambitions demeure un fondement véritable du gouvernement — même socialiste ou communiste — le désaccord entre ces mêmes gouvernements devient inévitable, et une réelle rivalité autour de ces mêmes intérêts et de ces mêmes ambitions devient inévitable également. Le peuple britannique, et le peuple russe, se trouvent également désarmés devant ce désaccord féroce autour des zones d'influence — la seule vraie différence étant que le peuple britannique peut déclarer ouvertement ses propres opinions, s'accordant avec son propre gouvernement tantôt, s'en écartant tantôt, tandis que le peuple russe demeure toujours en accord avec son propre gouvernement. Ce qui importe, cependant, c'est que les peuples européens savent exactement quelle voie ils ont choisie — la voie d'un monde véritablement,

sincèrement nouveau — tandis que les gouvernements européens regardent leurs propres peuples avec un simple sourire, hésitant entre un monde véritablement, sincèrement ancien, et quelque autre monde contrefait, ni ancien ni nouveau.

Quant à l'Orient, cependant, les choses s'y révèlent véritablement plus compliquées — les peuples d'Orient ne se sont pas encore développés suffisamment pour songer sérieusement au socialisme ou au communisme ; ils ne ressentent qu'une seule chose, le besoin de liberté, et ne pensent qu'à une seule chose, obtenir cette même liberté. Ils furent dupés, exactement comme le furent les peuples d'Europe, par les propres promesses des Alliés, et attendirent que ces mêmes promesses fussent tenues — mais, une fois la guerre achevée, n'obtinrent rien du tout, et ne se virent même pas dire d'attendre encore ; les vainqueurs se détournèrent simplement de leurs propres espoirs, ouvertement et sans équivoque, en faisant, plutôt, un objet de rivalité et de contestation. Les gouvernements d'Orient ne se révèlent pas moins naïfs que leurs propres peuples à cet égard — eux aussi furent dupés par ces mêmes promesses, et attendirent la réalisation de leurs propres aspirations, avant de constater que l'Occident se trouvait entièrement préoccupé du partage du butin, de la satisfaction de ses propres intérêts, et de la réalisation de ses propres ambitions — les laissant démunis, ne sachant que faire, même s'ils savent bien assez quoi dire.

Voilà exactement la position du monde, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : des peuples européens et américains voulant la liberté complète, la justice complète ; des gouvernements européens et américains voulant justice et liberté pour leurs propres peuples, tout en préférant leurs propres intérêts à la liberté des autres peuples ; et des peuples et des gouvernements affaiblis, à travers la terre, voulant la liberté et l'indépendance, mais ne sachant comment les réaliser ni y parvenir. Cette même confusion est précisément ce qui suscite l'inquiétude qui emplit aujourd'hui l'atmosphère du monde. Les peuples européens et américains demeurent véritablement insatisfaits ; leurs propres gouvernements demeurent ni rassurés, ni stables, ni en accord entre eux ; les peuples des autres pays demeurent véritablement insatisfaits également ; leurs propres gouvernements demeurent véritablement désemparés, les choses s'étant entièrement confondues pour eux ; et le monde entier demeure dans un réel trouble, dans une atmosphère dont la substance même est le ressentiment et la crainte — alors même que les hommes croyaient autrefois que la victoire des Alliés

mettrait fin précisément à ce même ressentiment et à cette même crainte.

Vers quelle voie, alors, le monde se trouve-t-il donc poussé ? Vers cette même voie tortueuse que suivent les gouvernements eux-mêmes, et où ils trébuchent ?... Ou vers cette même voie droite que les peuples eux-mêmes souhaitent suivre ? Cette question admet deux réponses. La première vient des hommes politiques, ceux qui n'observent que les événements immédiats, et ne recherchent que les intérêts immédiats — et affirme que le monde suivra des voies contrefaites, contenant une grande part des anciennes traditions, et fort peu de véritable innovation moderne, conservant le colonialisme lui-même, se contentant d'en changer les noms et certaines de ses méthodes, conservant l'ancienne politique de l'équilibre des puissances, se contentant d'en changer les noms et certaines de ses apparences... des voies contenant beaucoup d'injustice, et seulement une infime part de tentative véritable de justice. La seconde réponse, cependant, vient de ceux qui ne gouvernent pas, et qui ne font pas de la politique pratique un métier, mais observent simplement, et prennent note, de l'évolution de l'histoire — et cette seconde réponse est véritablement simple : l'humanité a toujours aspiré à la justice, et en a déjà obtenu beaucoup ; son propre effort vers la justice se poursuivra, sa propre lutte en cette même cause continuera, et son propre triomphe final se révèle véritablement assuré — mais il ne s'accomplira jamais avant que l'humanité n'ait traversé, pour y parvenir, des abîmes véritablement formidables, dont la substance même est le sacrifice des vies, des biens et des moyens de subsistance. S'il faut absolument offrir un seul conseil aux peuples véritablement avides de justice, véritablement assoiffés de liberté, alors le seul conseil sincère est celui-ci : ne jamais fléchir, ne jamais faiblir, et ne jamais attendre que leurs propres droits leur soient remis comme on remet des cadeaux — car les droits ne se donnent jamais ; ils se prennent, et ne se prennent jamais que par l'effort véritable, le labeur véritable, et l'endurance véritable de l'épreuve.